



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-96 - Séance du 08 novembre 2018

ACTES

5. Institutions et vie politique

5.7 Intercommunalité

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	19	24

Vote	
Pour	24
Contre	0
Abstention	0

L'an 2018, le 08 novembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 02 novembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 02 novembre 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna, MICHEL Yves

Pouvoirs de : Séverine MONIN pour David RIBEIRO - Jean-Luc DE LA CLERGERIE pour Sandrine GAUTIER - Christophe KASZUBA pour Béatrice BASSO – Olivier DURIX pour Jean-Luc MEISSONNIER – Patricia VANGREVELYNGHE pour François RODENAS

Absents : PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-96 – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE: RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE (RPQS) DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2017

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et travaux explique que conformément aux articles L. 1411-13 et suivants et L. 2224-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole, il est porté à la connaissance des membres du Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de prévention et de gestion des déchets pour l'exercice 2017.

Ce rapport est mis à la disposition du public au siège de la Métropole et doit être présenté par le Maire en Conseil Municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

La production annuelle de déchets est 559 kg/habitant pour 2017. 10 150 tonnes de verre ont été collectés, 1050 tonnes de textile et 23 575 tonnes de recyclables secs.

Les déchèteries de Baillargues et Lavérune ont été réhabilitées en 2017.

Un nouveau règlement du service des déchèteries est entré en application au 31 janvier 2017 afin de rationaliser les apports en déchèteries et en particulier orienter les gros volumes de déchets d'activités vers des filières professionnelles plus efficaces en matière de valorisation des déchets.

Pour remplacer le centre de tri des recyclables secs « DEMETER », qui date de 1994 et dont le process technique est aujourd'hui dépassé, Montpellier Méditerranée Métropole a poursuivi l'opération visant à la rénovation de cet outil pour un besoin évalué à environ 35 000 tonnes par an, pour tenir compte de l'évolution démographique et des nouvelles consignes de tri imposées par la législation pour les 20 prochaines années. Le marché global de performances pour la conception et l'exploitation a été attribué en octobre 2017.

2017 a été la première année pleine d'exploitation des nouveaux équipements et travaux prévus dans la nouvelle convention de Délégation de Service Public d'AMETYST.

La collectivité a poursuivi en 2017 l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité de ses installations de traitement, concrétisée par l'obtention ou la reconduction de différents labels qualité pour ses services : certifications ISO 9001 et ISO 14001 pour l'ISDND de Castries, certification ISO 14001 et audit selon la norme ISO 26000 (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) pour l'unité de méthanisation AMETYST.

Afin d'accompagner les communes dans la reconquête de leur centre-ville, la Métropole a adopté un règlement permettant l'implantation de conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants. Ces conteneurs permettent d'améliorer la gestion globale de l'espace autour de ces conteneurs en limitant l'emprise physique et visuelle des dispositifs de collecte des déchets sur la voie publique. Le volume important de stockage permet aussi un passage moins fréquent des camions de collecte. Fin 2017, 333 conteneurs enterrés sont ainsi opérationnels, dont 24 installés en 2017.

La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 11,25% est constant depuis 2009, a généré 69,3 M€ de recettes en 2017.

Montpellier Méditerranée Métropole a instauré la redevance spéciale concernant les déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers, conformément aux dispositions des articles L.2333-78 et L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour les établissements publics et les gros producteurs privés de déchets assimilés (> 3 000 litres par semaine) collectés par le service public. En 2017, 380 établissements étaient redevables. La redevance spéciale a représenté une recette de 4,1 M€.

Les dépenses globales se sont élevées à 4 536 318 € TTC en investissement et à 59 351 628 € TTC en fonctionnement hors dépenses de personnel.

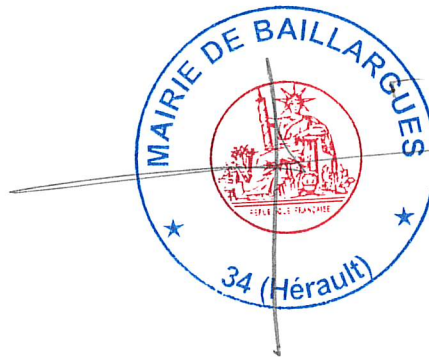
Les recettes se sont élevées à 80 287 024€.

Il est demandé aux membres du Conseil Municipal de prendre acte du RPQS de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2017.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **PREND ACTE** du RPQS de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2017.

Pour extrait conforme,
Le 09 novembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.